

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 20 janvier au 24 janvier 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Comores** : Signature d'un protocole d'accord de coopération économique et technique avec la Chine
- ❖ **Kenya** : Le cabinet approuve la fusion de 42 entreprises publiques
- ❖ **Soudan du Sud** : 53 M USD par la Banque mondiale et le Japon pour renforcer l'accès à l'électricité

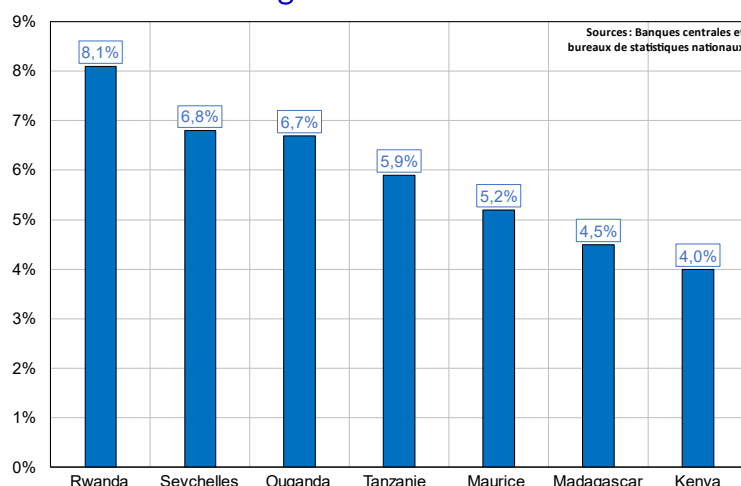
LE CHIFFRE A RETENIR

248 M USD

ÉTHIOPIE : DECAISSEMENT DU FMI
POUR LA 2^{ÈME} REVUE DU
PROGRAMME ECF

Le graphique de la semaine

Afrique de l'Est et de l'Océan indien : croissance du PIB au 3^{ème} trimestre 2024
-en glissement annuel-



Les données pour le reste des pays de la zone n'ont pas encore été communiquées

La croissance trimestrielle en glissement annuel mesure l'évolution du PIB par rapport au même trimestre de l'année précédente. Au 3^e trimestre 2024, le Rwanda (+8,1 %) a de loin connu la croissance la plus importante dans la région grâce à un fort dynamisme du tourisme. La croissance aux Seychelles (+6,8 %), en Ouganda (+6,7 %) et en Tanzanie (+5,9 %) a été forte. Aux Seychelles, celle-ci a été tirée par la construction et les services, malgré des difficultés dans la pêche et l'industrie. En Ouganda, celle-ci a été portée par l'agriculture et la construction. En Tanzanie (+5,9 %) la croissance a été plus équilibrée entre agriculture, finance et construction. La croissance a été plus modérée à Maurice (+5,2 %) et à Madagascar (+4,5 %). Enfin, le Kenya (+4,0 %) présente la croissance la plus faible de la région, avec un ralentissement dans l'agriculture et la construction.

COMORES

Signature d'un protocole d'accord de coopération économique et technique avec la Chine

Les gouvernements comorien et chinois ont signé un protocole d'accord de coopération économique et technique. Cet accord fait suite à la visite du Président Azali Assoumani en Chine en septembre 2024, au cours de laquelle le gouvernement chinois s'est engagé à réaliser des projets de développement dans des domaines divers (infrastructures, pêche maritime, résilience face au changement climatique...) pour un montant de l'ordre de 26 M EUR financés par dons du gouvernement chinois. Parmi les projets prévus figure notamment la construction de la piscine olympique des Jeux des îles de l'Océan indien de 2027.

DJIBOUTI

Don de la Banque mondiale pour moderniser la gouvernance publique

La Banque mondiale a approuvé un don de 20 M USD pour soutenir le projet de gouvernance économique et financière à Djibouti. Ce projet vise à renforcer l'efficacité de l'administration fiscale, la transparence des dépenses publiques et l'accès des citoyens aux services numériques, qui devraient permettre d'améliorer les recettes fiscales. Pour ce faire, l'accent sera mis sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques fiscales, le développement de systèmes de gestion gouvernementale, la surveillance des finances publiques et l'implication de la société civile. Il s'inscrit dans la Stratégie djiboutienne de réforme de la gestion des finances publiques 2024-2030, la Vision 2035 du gouvernement djiboutien, ainsi que dans le Cadre de partenariat-pays (CPF) de la Banque mondiale.

Djibouti modernise son registre des sûretés avec l'appui de la Société financière internationale (SFI)

La Banque centrale de Djibouti et la SFI ont signé un accord pour réformer le registre des sûretés mobilières. Ces sûretés, garanties de paiement lors de l'octroi de crédits, souvent apportées sous forme de gages immobiliers, offrent ainsi une sécurité

supplémentaire aux créanciers. Ce projet vise à améliorer l'accessibilité et la transparence du registre, à enrichir les informations disponibles, à renforcer la sécurité des données et à garantir une tarification durable. Introduit en 2018 via une plateforme en ligne, le registre permet un suivi électronique des garanties mobilières. La refonte prévoit un diagnostic approfondi pour optimiser son utilisation et simplifier son accès. En modernisant le cadre des garanties mobilières, cette initiative facilitera l'accès des PME au financement et renforcera les infrastructures de suivi de crédit. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large de réformes financières ambitieuses pour soutenir la Vision 2035 de Djibouti.

ÉTHIOPIE

Le FMI approuve la 2^{ème} revue du programme ECF et décaisse 248 MUSD

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 17 janvier la 2^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) approuvé au profit de l'Éthiopie le 29 juillet 2024. Les autorités éthiopiennes ont poursuivi la mise en œuvre de réformes macroéconomiques ambitieuses, telles que la libéralisation du marché des changes et l'adoption du nouveau cadre de la politique monétaire. Le *spread* entre les marchés des changes parallèle et indicatif s'est stabilisé à moins de 10 % (contre près de 100 % en juillet 2024) et l'accès aux devises et leur disponibilité se sont nettement améliorés. Le FMI note également les progrès réalisés en matière de mobilisation des ressources domestiques et de renforcement des entreprises publiques mais insiste sur la nécessité de l'élargissement des filets sociaux pour les populations vulnérables. L'approbation de cette 2^{ème} revue entraîne le décaissement de 248 MUSD. La 3^{ème} revue devrait avoir lieu dans six mois.

Augmentation de la dette publique sous l'effet de la dépréciation du birr

La dette publique a connu une augmentation significative au 1^{er} trimestre de FY2024/25, à 50,3 % du PIB d'après le ministère des Finances, contre 32,9 % du PIB au 4^e trimestre FY2023/24. La dette externe se serait élevée à 30,9 % du PIB en septembre 2024, soit 61 % de la dette publique totale contre

seulement 13,9 % du PIB en juin 2024. Cette hausse est essentiellement attribuable, par effet comptable, à la dépréciation du *birr* à l'œuvre suite à l'adoption d'un régime de change flottant fin juillet 2024. Afin de réduire le poids de sa dette externe, l'Éthiopie a demandé à bénéficier d'un traitement de dette au titre du Cadre commun du G20 en 2021, dont les négociations sont en cours.

Kenya

Approbation pour fusionner 42 entreprises publiques

Le 21 janvier 2025, le Conseil des ministres a approuvé la fusion de 42 entreprises d'État en 20 sociétés parapubliques. En outre, 9 entreprises d'État devraient être dissoutes et leurs fonctions transférées aux ministères concernés ou à d'autres entités publiques, tandis que 16 entreprises seront cédées ou dissoutes. 6 entreprises d'État seront restructurées afin de mieux aligner leurs mandats et d'améliorer leurs performances. Cette décision s'inscrit dans un contexte de fortes pressions sur le budget de l'État et d'une demande croissante de services publics de meilleure qualité.

Projet de développement d'un nouveau système de paiement mobile

Le gouvernement Kenya Kwanza cherche à renforcer la finance numérique dans le pays en développant un système de paiement plus rapide et plus interopérable pour enrichir le système d'argent mobile M-Pesa de Safaricom. Ce système permettra une interopérabilité transparente entre tous les services de paiement de détail offerts par les banques et les fournisseurs non bancaires. Selon le Trésor kényan, la mise en œuvre du système de paiement rapide se fera sous la forme d'une infrastructure publique numérique dans le cadre d'un partenariat public-privé. L'objectif est d'accroître l'inclusion financière en rendant les services financiers plus abordables.

L'État révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2024

Dans la récente [déclaration de politique budgétaire 2025](#), le Trésor kényan a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2024 (+4,6 %, contre

+5,5 % initialement), en diminution par rapport à 2023 (+5,6 %). La prévision du Trésor se situe en deçà de la prévision de la Banque mondiale (+4,7 %). Cela s'explique notamment par une forte baisse de la croissance du crédit du secteur privé. Pour 2025, la croissance devrait augmenter selon le Trésor kényan (+5,3 %), notamment grâce à l'amélioration de la productivité agricole, à la résilience du secteur des services et à la poursuite de la mise en œuvre des priorités dans le cadre du programme de transformation économique (Bottom-Up Economic Transformation Agenda).

MADAGASCAR

Lancement de la stratégie conjointe européenne pour la période 2022-2027

La stratégie conjointe européenne (2022-2027) pour Madagascar a été signée et lancée le 20 janvier par les Ambassadeurs de l'Union européenne (UE), de la France et de l'Allemagne. Assortie d'une enveloppe globale d'1 Md EUR, elle vise à appuyer Madagascar dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités, le développement économique durable, la protection de la démocratie et les droits humains, et la défense de l'environnement. Cette initiative de la *Team Europe* s'inscrit notamment dans le cadre de la stratégie *Global Gateway* de l'UE, et s'aligne sur les trois piliers de la politique générale de l'État : le capital humain, l'industrialisation et la transformation économique, et la bonne gouvernance. Elle permet d'orienter les nouveaux projets et projets en cours des différents partenaires que sont l'UE, le service d'aide humanitaire de l'UE, la Banque européenne d'investissement, l'Agence française de développement et Proparco, la banque allemande KfW et la GIZ.

Baisse des prix de l'essence et du gasoil

Une baisse globale des prix à la pompe s'applique depuis le 18 janvier pour (i) l'essence : - 0,03 EUR/litre, de 1,21 à 1,18 EUR, (ii) pour le gasoil : -0,04 EUR/litre du gasoil, de 1 à 0,96 EUR. Le prix du pétrole lampant est maintenu. Cette évolution découle de la mise en œuvre d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant de + ou - 0,04 EUR/litre, action préalable du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI. Le retard dans sa mise en œuvre de cette

mesure, attendue en décembre 2024, a reporté la conclusion de la 1^{ère} revue du programme et ainsi le décaissement d'environ 103 MUSD. L'objectif de cette mesure est de réduire les subventions des prix à la pompe.

MAURICE

Inflation moyenne de +3,6 % pour 2024

Selon le dernier rapport de *Statistics Mauritius*, le taux d'inflation pour 2024 s'est élevé à +3,6 % en moyenne (contre +7,0 % en 2023).

OUGANDA

Un rapport pointe la mauvaise gestion des finances et des entreprises publiques

L'auditeur général vient de remettre au Parlement son [rapport](#) sur la gestion des comptes publics pour FY2023/24. Conformément à son mandat, les états financiers des ministères et agences gouvernementales, des entreprises publiques, des projets, des collectivités locales et des écoles secondaires et établissements d'enseignement supérieur ont été analysés. Le rapport pointe un dérapage budgétaire de 18 % par rapport à la loi de finance rectificative, un manque de capacité des pouvoirs publics à collecter les prélèvements obligatoires et à exécuter les dépenses programmées. A noter également que plusieurs entreprises publiques, comme la compagnie minière Kilembe, la compagnie de distribution d'électricité (UEDCL) et la société des chemins de fer (URC) ont accentué leurs pertes par rapport à l'exercice budgétaire précédent. En revanche, les compagnies pétrolière (UNOC) et aérienne (Uganda Airlines), bien que toujours déficitaires, ont réduit leurs pertes.

RWANDA

Possible découverte de 13 puits de pétrole dans le lac Kivu

L'Office rwandais des mines, du pétrole et du gaz (RMB) a indiqué la possible identification de 13 puits de pétrole dans le lac Kivu, ce qui pourrait représenter une avancée dans les efforts du pays pour explorer ses ressources énergétiques. Le PDG de la RMB a souligné que des études approfondies

seraient nécessaires pour confirmer la quantité de pétrole disponible et évaluer les coûts potentiels d'extraction.

Hausse de +34 % des entrées de capitaux privés étrangers en 2023

Selon l'enquête sur les capitaux privés étrangers publiée par l'Institut national de la statistique du Rwanda, les entrées de capitaux privés étrangers (CPE) au Rwanda ont fortement augmenté en 2023 (886,9 M USD, après 663 M USD en 2022). L'augmentation est principalement due aux entrées de six pays: l'île Maurice, l'Inde, les États-Unis, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. L'investissement direct étranger (IDE) a été le principal moteur des entrées de CPE, représentant une part de près de 81 %, soit 716,5 MUSD. En termes de répartition des entrées de CPE en 2023, le secteur financier a reçu l'investissement le plus élevé (26,6 %), suivi par l'industrie manufacturière (18,6 %), le numérique (12,1 %), le commerce de gros et de détail (11,8 %) et les activités immobilières (10,2 %).

SEYCHELLES

Inflation de 0,3 % entre novembre et décembre 2024

Dans son dernier rapport sur les indices de prix à la consommation, le bureau national de statistiques observe une inflation de 0,32 % entre novembre et décembre 2024. Les principales hausses de prix des produits alimentaires concernent les légumes (+26,1 %), ainsi que le lait, le fromage et les œufs (+0,9 %). En ce qui concerne les produits non alimentaires, les principales hausses concernent l'habillement (+0,9 %) et la culture (+0,2 %). Les autres produits connaissent une baisse globale de leurs prix, tels que le poisson (-0,8 %), la viande (-0,7 %), le transport (-0,7 %) ou la santé (-0,5 %).

SOMALIE

Publication et approbation du régime fiscal pétrolier

Le 11 janvier 2025, le ministre somalien des Finances a publié et approuvé la réglementation du régime fiscal pétrolier, conformément aux recommandations du FMI. Cette mesure vise à

renforcer la responsabilité fiscale et la transparence des activités pétrolières *onshore* et *offshore*. La Somalie a réalisé des progrès significatifs en ce qui concerne les cadres juridiques relatifs au pétrole, notamment la loi sur le pétrole de 2020 et la loi sur le régime fiscal des industries extractives de 2023 (EIFRL).

SOUDAN

Approbation du budget 2025 et baisse de l'inflation

Le Conseil de la souveraineté et le Conseil des ministres ont approuvé le projet du budget 2025 lors d'une réunion conjointe le 22 janvier. Si aucun chiffre n'a encore été publié, le ministre des Finances a fait part d'une augmentation considérable des dépenses, portées par l'effort militaire ainsi que le coût du rétablissement des services dans les zones libérées. Soulignant l'absence de nouvelles taxes, il a précisé que son ministère comptait sur l'élargissement de l'assiette fiscale en vue du renforcement des revenus, de la maîtrise de l'inflation et de la stabilisation du taux de change.

55,5 MUSD du PNUD en 2025

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) prévoit l'augmentation à 55,5 M USD de son portefeuille pour le Soudan pour l'exercice 2025 (soit +26% comparé à 2024). Les activités visées par ce financement s'inscrivent dans le cadre des efforts de réhabilitation économique et de la consolidation de la résilience de la population. Selon le représentant du programme au Soudan, le PNUD avait déboursé 44 M USD en 2024 dans des projets visant le soutien aux petits agriculteurs, la réduction de la pauvreté, la réhabilitation des infrastructures ainsi que l'appui au développement rural.

SOUDAN DU SUD

Des actes de violence entraînent une pénurie de denrées

Les autorités à Djouba ont déclaré un couvre-feu la nuit du 17 janvier à la suite de démonstrations violentes contre la communauté soudanaise, liées à l'exécution brutale de ressortissants sud-soudanais par des militaires soudanais. Par précaution, un grand nombre de commerces ont fermé, entraînant une hausse considérable des prix des produits de consommation allant jusqu'à +60% pour certains produits comme le pain et certains légumes.

Financement de la Banque mondiale et du Japon pour des projets électriques

Le Vice-président en charge des Infrastructures a annoncé le lancement du projet énergétique « *The Accelerating Sustainable Energy Access and Institutional Strengthening in South Sudan* (ASSIST). Financé à hauteur de 53 M USD par la Banque mondiale et le Japon, ce projet vise à renforcer l'accès à l'électricité dans trois villes : il comprend l'éclairage des rues de la ville de Djouba, la mise en place d'un mini-réseau solaire qui desservira les écoles et les hôpitaux de la ville de Yei, ainsi que l'installation de systèmes solaires autonomes pour alimenter les institutions publiques dans la ville de Malakal. Ces solutions contribueront également à la réduction du coût de l'électricité, l'un des plus élevés au monde.

TANZANIE

Forte croissance de la capitalisation boursière de la bourse de Dar Es Salaam en 2024

Selon son rapport annuel de performance pour 2024, la bourse de Dar es Salaam a connu une croissance significative de sa capitalisation, atteignant 7,1 Mds USD à la fin de l'année (soit +22,3% par rapport à 2023). La capitalisation boursière nationale a également connu une augmentation notable de +7,4%, passant de 4,6 Md USD à 4,9 Md USD. D'après le PDG, cette croissance est due à la confiance soutenue des investisseurs, à l'amélioration des performances du marché et des entreprises et à l'amélioration des plateformes mobiles pour exécuter des opérations.



BREVES ÉCONOMIQUES
Afrique de l'Est
et de l'Océan Indien

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE NAIROBI
mathieu.bruchon@dgtresor.gouv.fr, paul.mainguet@dgtresor.gouv.fr

REDACTION : SER DE NAIROBI ET DES SE DE L'AEOI

POUR VOUS ABONNER CLIQUER SUR CE [FORMULAIRE](#)